

09408  
NMM

Tous droits d'adaptation de traduction et de reproduction  
y compris la photographie et le microfilm réservés pour tous pays.  
© Ministère de la Coopération, Association IBISCUS, Paris, 1996  
ISBN : 2 909994 14 10

# Institutions et vie politique en Afrique

Sources d'information

Septembre 1996

|                           |     |
|---------------------------|-----|
| Niger                     | 224 |
| République Centrafricaine | 240 |
| São Tomé                  | 251 |
| Sénégal                   | 260 |
| Tchad                     | 273 |
| Togo                      | 285 |

### Chapitre 3 : Compléments bibliographiques

---

|                                   |     |
|-----------------------------------|-----|
| Processus démocratique            | 297 |
| Législation                       | 303 |
| Institutions politiques           | 306 |
| Justice, jurisprudence            | 311 |
| Décentralisation, déconcentration | 317 |
| Droits de l'homme                 | 321 |
| Partis et syndicats               | 325 |
| Presse écrite                     | 329 |
| <i>Index des auteurs cités</i>    | 332 |
| <i>Index des lieux cités</i>      | 336 |
| <i>Index des mots clés</i>        | 338 |

# S o m m a i r e

|  |     |
|--|-----|
| Avant-propos   | 5   |
| Présentation   | 9   |
| <b>Chapitre 1 : Le développement institutionnel</b>                  |     |
| <hr/>  |     |
| Le développement institutionnel :<br>synthèse et mise en perspective | 15  |
| Les droits de l'Homme en Afrique                                     | 26  |
| <b>Chapitre 2 : Expériences africaines</b>                           |     |
| <hr/>  |     |
| Angola   | 37  |
| Bénin  | 50  |
| Burkina Faso   | 69  |
| Cameroun   | 83  |
| Cap Vert   | 100 |
| Congo  | 106 |
| Côte d'Ivoire  | 121 |
| Gabon  | 132 |
| Guinée   | 147 |
| Guinée Bissau  | 158 |
| Madagascar   | 165 |
| Mali   | 179 |
| Mauritanie   | 197 |
| Mozambique   | 211 |

# "De l'appui au développement institutionnel"

## Avant propos pour l'Édition Provisoire

L'appui du Ministère de la Coopération au développement institutionnel des pays du Sud peut être résumé par les lignes suivantes extraites du dernier rapport d'activité 1994 - 1995 du Ministère, p.35.

*"L'émergence récente de nombreux régimes démocratiques en Afrique révèle chaque jour davantage l'inadaptation des structures existantes à un environnement interne et externe en pleine mutation. La gravité des dysfonctionnements qui en résulte exige un renforcement urgent des capacités institutionnelles des Etats engagés sur la voie de la démocratisation comme pour la maîtrise du développement économique. Les enjeux sont importants pour la viabilité de ces régimes démocratiques naissants et donc fragiles. C'est pourquoi le Ministère de la Coopération a fait de l'appui au développement institutionnel des Etats une de ses priorités. Parallèlement, il développe des actions visant au renforcement des organisations locales, des collectivités territoriales et à la diffusion de la culture démocratique à tous les niveaux de la société. Avec le développement institutionnel, une nouvelle approche de la coopération s'est développée, selon les axes suivants :*

- l'appui institutionnel aux Etats,*
- la protection des personnes et des biens,*
- la formation du citoyen,*
- la décentralisation, envisagée comme un atout supplémentaire pour la démocratie et le développement,*

*tandis que se manifeste une volonté affirmée de renforcer les relations avec les organisations non gouvernementales, partenaires indispensables de la coopération avec la société civile, et les nouveaux acteurs pour une coopération décentralisée."*

Mais le développement institutionnel n'est pas seulement un concept et des principes. Il s'incarne dans un certain nombre d'organismes publics ou privés qu'il importe de connaître et il donne lieu à des réflexions et des actions dont il convient de noter la source. Pour élaborer cet ouvrage nous avons pu nous appuyer sur une étude intitulée "la documentation institutionnelle" dont les caractéristiques sont exposées dans la "présentation"; elle a permis par ailleurs d'étayer les arguments exposés dans un très récent "Programme d'appui documentaire à l'Etat de Droit" financé par le Fond d'Aide et de Coopération et qui permettra un appui structurel et informatif à 16 organismes de 10 pays d'Afrique et des Caraïbes...

Cet ouvrage qui est un exemple de produit documentaire entre dans les actions menées par la cellule de "coopération documentaire" du Ministère. Il va bien au-delà de la documentation institutionnelle proprement dite, c'est à dire de repères bibliographiques et d'indications sur les organismes ressources. Il situe chaque pays dans son propre contexte et dans son histoire récente. Pour cela nous nous sommes adressés au Centre d'Études sur l'Afrique Noire de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux qui, en association avec IBISCUS a mené à bien recherches, réflexions et mises en forme.

Ce travail - premier du genre - contribue ainsi à nous informer sur un secteur encore mal cerné du continent Africain, volontier sous-estimé et dont les pages suivantes révèlent le dynamisme. Il permet de nous munir de bons arguments pour lutter contre un certain afro-pessimisme et pour nous donner des raisons valables de croire aux progrès de la démocratie au Sud.

Cette version provisoire permettra au besoin de compléter ou reconstruire les informations. La version définitive est prévue avant la fin de l'année 1996, dans la collection "Réseaux Documentaires sur le développement, diffusée par IBISCUS".

## Présentation

Ce nouveau volume des « sources d'information » de la collection « Réseaux documentaires sur le développement » a été mené conjointement par le CEAN (Centre d'Etudes d'Afrique noire) et IBISCUS, système d'information pour le développement, pour le compte du ministère français de la Coopération.

Il complète une étude entreprise par Sylvie Boisier et Jean Tchougbé, à la demande de la Sous-Direction du développement institutionnel du ministère de la Coopération, dont le suivi a été confié à l'IIAP (Institut international de l'administration publique) et à l'OFPA (Office des fonctions publiques africaines).

Cette étude, qui s'est déroulée dans 15 pays francophones, est un « état de la documentation institutionnelle en Afrique ». Elle recense les principaux organismes et lieux d'information dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo. Dans le présent ouvrage cinq pays lusophones ont été ajoutés, à savoir : Angola, Cap vert, Guinée Bissau, Mozambique, São Tomé.

Nous n'avons pas retenu l'aspect critique contenu dans l'étude citée ci-dessus. Notre propos est de recenser les modalités d'accès à l'information spécialisée pour un public le plus large possible.

Cet objectif a guidé le choix des types d'organismes retenus : ministères de la justice, de la fonction publique, les écoles d'administration et de la magistrature, les cours suprêmes, de justice, Direction du Journal officiel etc, et celui des thèmes traités dans la sélection bibliographique : accès à la démocratie, libertés et droits de l'Homme, justice et jurisprudence, les institutions, la législation.

Cet ouvrage est destiné à un large public intéressé par les enjeux de l'Etat de droit en Afrique noire, en particulier les enseignants, chercheurs, étudiants en droit, les praticiens du droit, les fonctionnaires et élus, les associations de défense des droits de l'Homme, les experts, journalistes, spécialistes de l'information...

L'ouvrage est divisé en trois chapitres. Le chapitre 1 présente en quelques articles une synthèse des concepts liés au développement institutionnel.

Le chapitre 2, partie centrale du livre, présente pays par pays, un état des lieux de l'information disponible sur le thème. Pour chaque pays, une note présente l'état constitutionnel du pays : état du processus démocratique, institutions politiques, justice, politiques de décentralisation, différents partis politiques et syndicats, situation des droits de

l'Homme et de la presse écrite. Un court historique, appelé « Repères événementiels », permet de situer les moments forts de l'histoire des pays depuis leur indépendance.

A la suite de cette chronologie, on trouvera les descriptifs des organismes importants agissant dans le domaine juridique et législatif (ministères, écoles d'administration, autres organismes de formation, bibliothèques de droit...). Lorsqu'il s'agit de sites d'information, comme les bibliothèques ou les unités documentaires des organismes retenus, une zone renseigne sur la nature du fonds d'ouvrages disponibles, le public visé et les conditions d'accès.

~~Pour chacun des pays on trouvera également une sélection d'ouvrages et d'articles récents qui rappelle les grands moments de l'histoire politique du pays des dernières années et qui reflète les spécificités et les préoccupations majeures des différents pays.~~

En complément de ces informations bibliographiques, on trouvera dans le chapitre 3, appelé "compléments bibliographiques", d'autres références, issues des banques de données IBISCUS et du CEAN. Ces quelques 200 références d'articles, d'études et d'ouvrages, ont une portée géographique et thématique plus vaste. Elles ont été réparties selon 8 thèmes : Processus démocratique, Législation, Institutions politiques, Justice, jurisprudence, Décentralisation, déconcentration, Droits de l'Homme, Partis et syndicats, Presse écrite.

Chaque référence est localisée par un numéro dans la base IBISCUS (le nom du membre du réseau IBISCUS qui a traité cette information apparaît soit à la fin du résumé soit après la mention « Cote : ») ou par une cote du CEAN.

Des *index* auteurs, matières et géographique, en fin du chapitre permettent de retrouver rapidement l'information recherchée.

Il est possible de se procurer les documents primaires en s'adressant à l'association IBISCUS. Service Questions-Réponses. 1 bis rue du Havre. 75008 Paris. France

## **CEAN : Centre d'étude d'Afrique noire**

Fondé en 1958, le Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN) est une Unité Mixte de Recherche du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux. Le centre est aussi lié à la Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP). L'équipe du CEAN compte 27 membres dont 15 enseignants et chercheurs du CNRS ou de la FNSP.

Les recherches du centre portent sur la dimension politique des problèmes de l'Afrique contemporaine dans une perspective multidisciplinaire et comparative, principalement en science politique, économie, droit, histoire et sociologie, sur la totalité de l'Afrique subsaharienne.

Le CEAN héberge deux réseaux nationaux de recherche financés par le CNRS : le groupe de recherche « *Langues, livres et littérature en Afrique subsaharienne* » (GDR 931) et le groupe « *Afrique australe* » (GDR 846).

En France, la bibliothèque du CEAN abrite la plus importante collection dans son domaine. La bibliothèque contient approximativement 17 000 ouvrages et 700 périodiques en sciences sociales sur des thèmes liés aux pays du tiers monde, principalement sur l'Afrique au Sud du Sahara. La documentation sur les pays d'Afrique australe est particulièrement développée.

Le CEAN procède à des échanges documentaires avec plus de deux cents institutions de recherche à travers le monde. Les publications du centre comprennent une lettre d'information semestrielle « *La lettre du CEAN* », un ouvrage annuel distribué par Karthala, « *L'Afrique politique* », et trois autres collections : les *Travaux et documents*, les *Bibliographies du CEAN* et les *Etudes et recherches*. Les membres de l'équipe de recherche publient l'essentiel de leurs travaux dans des revues et publications extérieures. Deux revues scientifiques internationales sont hébergées et soutenues par le centre : « *Politique africaine* » et « *Lusotopie* ».

Le CEAN travaille en liaison avec de nombreuses institutions et organisations en Afrique, et notamment en Afrique francophone. Des relations étroites existent aussi avec le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Afrique lusophone, le Zimbabwe et l'Afrique de l'Est. En Europe, le CEAN coopère de façon permanente avec la plupart des grands centres de recherche institutionnels. Il entretient des relations privilégiées avec les centres d'études africaines nord-américains.

Une information en ligne est régulièrement mise à jour sur le réseau Internet (<http://rsiep.iep.u-bordeaux.fr:8001>). Pour des informations supplémentaires, contacter le centre à l'adresse électronique suivante : [cean@cean.u-bordeaux.fr](mailto:cean@cean.u-bordeaux.fr). Le CEAN est membre du réseau documentaire IBISCUS.

## **IBISCUS : Système d'information pour le développement**

L'association Ibiscus est née en 1983 de la volonté du ministère de la Coopération de créer une banque de données bibliographiques sur les pays en développement, qui serait alimentée par un réseau de partenaires mettant en commun leurs fonds documentaires.

Depuis, outre la base bibliographique, Ibiscus diffuse aussi de l'information sur les projets et les organismes impliqués dans le développement, des offres d'emplois dans le domaine du développement et de l'humanitaire, une revue de presse hebdomadaire réalisée par la Caisse française de développement et des informations économiques et sociales sur les pays du Sud.

Trois grands objectifs définissent aujourd'hui l'action d'Ibiscus : faciliter les échanges d'information et d'expériences entre organismes de coopération pour l'étude de politiques et la mise en oeuvre de projets de développement; informer le grand public sur la situation dans les pays du Sud et la possibilité d'y intervenir; appuyer l'émergence de réseaux documentaires dans les pays du Sud.



La banque de données est alimentée par un réseau de près de 50 organismes issus de réseaux documentaires nationaux (Côte d'Ivoire, France, Guinée, Mali, Mauritanie) et de centres de documentation francophones attachés à des administrations de développement, des bureaux d'étude, des instituts universitaires ou de recherche, des organismes internationaux et des organisations non-gouvernementales.

L'accès à la banque de données IBISCUS est possible via des accès ASCII et Minitel (3615 Ibiscus), mais également via le CdRom "SLID" (édité en collaboration avec L'AUPELF-UREF). Enfin, le lancement du serveur Ibiscus (WEB) sur Internet aura lieu au cours de l'automne 1996.

## Remerciements

Une partie des informations recelées dans cet ouvrage provient d'une enquête demandée par le Bureau de l'état de droit et des libertés publiques et la Sous Direction du développement institutionnel du ministère français de la Coopération.

La finalité de cette étude était d'évaluer l'état de la documentation institutionnelle en Afrique francophone tout en proposant une rationalisation et une coordination en matière d'appui à l'information institutionnelle afin de coordonner les synergies Nord-Sud, Sud-Sud, Nord-Nord.

Ainsi du 1er mai 1995 au 15 février 1996, cette enquête confiée à l'IIAP et menée par Sylvie Boisier (Chargé de mission en documentation IIAP-Ministère de la Coopération) et Jean Tchougbe (Consultant en documentation pour l'OFPA), a permis de regrouper des données sur quinze pays africains francophones (cf plus haut).

Pour chaque pays 3 volets furent étudiés : a) documentation du secteur judiciaire : ministère de la justice, cour d'appel, cour suprême, palais de justice, tribunaux, faculté de droit, journal officiel, associations de droits de l'Homme; b) documentation des ENA/ENAM; c) documentation du secteur de la fonction publique : ministère de la fonction publique.

Les auteurs de cette enquête tiennent à remercier tous les correspondants qui ont bien voulu répondre à leurs sollicitations et les partenaires qui leur ont apporté une aide précieuse, en particulier : Mesdames Marie Lakermance (Projet Lecture publique - Cameroun), Coralie Lanoë (Centre culturel français de Brazzaville), Agnès Hugues (ENA - Libreville), Martine Bricheux (CITE Madagascar, AIPLF PAROC - France), Léa Razafindrazaka (CITE - Madagascar), Corinne Bruelle (AIPLF PARDOC - France), Corinne Beausset (IIAP - France), et Messieurs Gilles Béville (CEDUST - Guinée; CITE - Madagascar), Walaoulou Bilivogui (REDOCO - Guinée), Eric Besnier (Projet Lecture publique - Mali), Marc Legars (OPFA - Bénin).

*La coordination de ce travail a été réalisée par Béatrice Chassagne (CEAN) et Pascal Hué (IBISCUS)*